Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Rapport-Rocard-Juppe-CNRS-ANR

Rapport Rocard-Juppé, CNRS, ANR, universités... (II)

- Vie politique -



Date de mise en ligne : mardi 15 décembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

35 Milliards de plus, et pour la recherche, pour l'université... Incroyable ce Sarkozy qui prend le taureau par les cornes et semble organiser la résistance française à la crise en donnant, enfin, les moyens nécessaires à l'enseignement supérieur.

Sauf que là comme ailleurs, l'effet médiatique joue à plein, car les milliards sont au service d'une politique qui avait mobilisé la majorité des universitaires et chercheurs dans le mouvement "sauvons la recherche" et qui se traduit par une succession de réformes agressives contre les institutions existantes de l'enseignement supérieur.

Quand Sarkozy parle de la recherche, c'est bien sûr de la recherche effrénée du profit pour ses soutiens, ces grandes familles qui dirigent l'économie et ont besoin d'une intervention massive de l'état, donc de nos impôts, pour soutenir la rentabilité de leurs capitaux.

Et pendant qu'on nous annonce des milliards de plus, le gouvernement confirme que cela ne doit pas avoir d'impact sur la dette car les réformes vont continuer pour réduire les dépenses publiques partout, y compris à l'université, dans les établissements qui n'auront pas été sélectionnés par Sarkozy pour faire partie des 10 "pôles d'excellence".

Un dossier bien argumenté sur un site de chercheurs...

Le 14 décembre, l'Elysée annonce les priorités financées par l'emprunt national, suite au rapport de la commission présidée par Alain Juppé et Michel Rocard, diffusé il y a un mois avec le titre « Investir pour l'Avenir - Priorités stratégiques d'investissement et emprunt national ». Pour un montant total de 35 milliards d'euros, les axes retenus par Nicolas Sarkozy en vue du « grand emprunt » sont présentés en cinq chapitres : Enseignement supérieur et formation ; Recherche ; Filières industrielles et PME ; Développement durable ; Numérique. Dans la pratique, il s'agit d'accélérer le démantèlement d'etablissements publics de recherche comme le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) ou l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) au profit de structures de financement - « pilotage » comme l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), de contraindre les chercheurs à travailler de plus en plus directement pour le secteur privé et de transférer à des universités en voie de privatisation les moyens du CNRS, de l'INSERM et de l'ensemble de la recherche publique française.

Dans notre article du 19 novembre, nous avions analysé le rapport Rocard-Juppé. Rien de vraiment nouveau dans les décisions annoncées aujourd'hui.

Le programme défini constitue une véritable mise à mort de la recherche publique, à commencer par le CNRS et les autres EPST.

La « technique » utilisée consiste à verser un maximum de moyens financiers dans des structures directement « pilotées » par des entités gouvernementales en étroite liaison avec les grands intérêts privés.

Aucune réelle indépendance n'est plus laissée à la recherche publique, dont l'existence même ne semble plus être souhaitée.

Copyright © Le Vénissian

Derrière les discours sur un prétendu « modèle américain », on voit se mettre en place dans la recherche et les universités françaises une stratégie de liquidation des organismes publics qui ne présente aucun rapport avec la politique actuelle des Etats-Unis et qu'aucun gouvernement US de quelque tendance que ce soit n'a jamais menée à terme.

Le « modèle européen » basé sur la stratégie de l'Union Européenne que le Traité de Lisbonne accélèré encore n'est rien d'autre que celui d'un « Etat privé » : l'oligarchie financière et industrielle détiendra directement les véritables moyens de l'exercice du pouvoir théoriquement public. Il s'agit d'une régression historique sans précédent depuis plus de deux siècles.

Au fond, les Etats dits « souverains » de l'Europe occidentale n'auront été, tout au long de l'après-guerre avec ses apparences de « démocratie » et de « bien-être », que des instrument provisoires d'accumulation accélérée de capital. Cette accumulation faite, le tout a été progressivement livré au secteur privé et, pour l'essentiel, délocalisé.

Suit, tiré du site de la Présidence de la République, le tableau des prioorités définies avec les budgets prévus en milliards d'euros.

http://www.elysee.fr/documents/index.php?lang=fr&mode..

http://www.elysee.fr/download/?mode=press&filename=09..

la suite sur leur site...

Copyright © Le Vénissian